

CIBLE

TUC

Sur de pleines pages, le candidat Jacques Chirac affirme que le chômage est aujourd'hui maîtrisé. L'affirmation perd toute sa force lorsqu'on apprend par quels procédés cette maîtrise est obtenue.

Ainsi Philippe Seguin, qui veut pourvoir des stages TUC très dévalorisés, a exigé que soient radiés des listes de l'ANPE les jeunes qui n'acceptent pas le travail d'utilité publique proposé.

Le ministère des Affaires sociales, où l'on précise que l'instruction ministérielle doit être appliquée « sans états d'âme », fait d'une pierre deux coups: que les jeunes soient intégrés dans les stages ou radiés, les statistiques du chômage se trouvent allégées.

Philippe Seguin s'est étonné qu'on puisse l'accuser de manipulation. Il n'y serait pas contraint si le gouvernement avait mis en œuvre une politique de l'emploi au lieu de se fier aux promesses du patronat.

Société

L'impossible révolte ?



D.O.M.

**Le risque
d'implosion**

(p.4)

Choix

**L'élection
présidentielle**

(p.2 et 6/7)

M 2242 - 487 - 11,00 F



Mobilisation

Avec François Mitterrand

Pour tous ceux qui souhaitent que François Mitterrand se représente, ce n'est déjà plus l'attente. Dès novembre dernier, des comités « Avec François Mitterrand » se sont constitués à l'initiative du club Espaces 89 que dirige Maurice Benassayag. Présidés par Alexandre Medvedovsky, ces comités, qui se sont formés en dehors du Parti socialiste et qui sont libres de tous liens avec celui-ci, entendent rassembler le plus grand nombre possible de citoyens, de toutes conditions et de toutes convictions, et sans que cet appel à une nouvelle candidature prenne une forme partisane: « nous pensons, écrivent simplement les animateurs des comités, que François Mitterrand peut seul garantir à la fois le rassemblement et l'unité de la nation, le rayonnement de la France, le progrès économique, la solidarité et la justice sociale ».

Ainsi lancés, les comités ont très vite rencontré un large écho, et le texte de soutien et d'appel au président de la République a d'ores et déjà reçu un nombre impressionnant de signatures. Alors que l'objectif est de rassembler 100 000 signatures pour le 1er mars, plus de la moitié étaient déjà enregistrées

Se présentera-t-il, ou non ? En tout cas, les initiatives et les appels se multiplient pour que le président de la République poursuive sa tâche.



début février, et plus de 500 comités locaux étaient constitués, qui sont en train de se fédérer au niveau départemental. Plusieurs grandes réunions ont déjà eu lieu dont une, à Bordeaux, qui a rassemblé le 8 février plusieurs milliers de personnes.

Parallèlement à cette implantation géographique, d'autres appels sont lancés qui visent à rassembler les sympathisants du président de la



République par groupes sociaux, secteurs professionnels et communautés spirituelles et religieuses. Des milliers de signatures de jeunes travailleurs et d'étudiants ont été enregistrées, des membres de la communauté juive ont lancé un appel spécifique, tandis que se multiplient les signatures de juristes, de médecins, d'universitaires, de chefs d'entreprise, de cadres, d'écrivains, de journalistes, de Français de

l'étranger (dont 500 signatures venues de Chine !)...

Pour clore la campagne de signatures, les comités organisent une grande fête au Zénith le 29 février. Six mille personnes sont attendues dans la salle parisienne et le spectacle (avec notamment la participation de Renaud, Barbara, Jane Birkin, Gérard Depardieu, Michel Piccoli) sera retransmis par satellite dans cent salles de province, où au total 40 000 personnes pourront se rassembler.

Conformément aux décisions de son VIIème Congrès, la Nouvelle Action royaliste a décidé de se joindre aux comités « Avec François Mitterrand ». A l'invitation d'Alexandre Medvedovsky et de Maurice Benassayag, Bertrand Renouvin participe maintenant aux réunions de coordination et les délégués départementaux de la NAR ont apporté leur adhésion aux comités locaux. C'est dire que les militants de la NAR s'engagent sans réserves, et comme d'habitude hors de tout esprit partisan.

B. LA RICHARDAIS

Pour tous renseignements et adhésions, écrire à « Avec François Mitterrand », 1, rue Paul Baudry, 75008 PARIS - Tel.: (1) 45 63 50 17.

royaliste ♦

SOMMAIRE: p.2: Avec F. Mitterrand - p.3: Atteinte à la justice - Affaire Salim - p.4: L'inévitable implosion - p.5: L'Amérique des 7 nains - p.6/7: Echographie d'une élection - p.8: La rose et le lys - Do you speak french ? - p.9: Les 100 ans de Bernanos - p.10: Cœur et gros - Un crime moral - p.11: Action royaliste - p.12: On aurait raison de se révolter

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (60 F), 6 mois (115 F), un an (190 F), de soutien (350 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Bavures

Atteinte à la justice

L'attitude de la Chancellerie, lors de la bavure de Marseille, témoigne une fois de plus d'une étrange conception de la justice.



Une interpellation sans motif, l'arme au poing. Un coup de feu. Une jeune homme qui tombe, foudroyé. Ce n'est pas la première fois qu'un innocent est victime du manque de sang froid d'un policier. A Marseille, la mort de Christian Dovero, tué à bout portant sous les yeux de son père, ne pouvait manquer d'entraîner l'inculpation et l'incarcération du gardien de la paix responsable de la bavure - c'est ainsi que l'on procède toujours dans des circonstances semblables - selon les règles de l'état de droit qui disposent que nul ne saurait être au-dessus des lois.

Le ministre de la Justice a-t-il estimé que, dans l'Etat-RPR, il pouvait en être autrement ? Normalement placé en garde à vue, le policier fut remis en liberté, sur instruction du cabinet du ministre, sans qu'aucun chef d'inculpation ne soit retenu contre lui. La décision, ressentie comme une insulte par la famille de la victime, fit scandale au Palais de Justice de Marseille, où l'on se préparait à inculper le policier. Pour justifier l'injus-

tifiable, le cabinet de M. Chalandon invoqua officieusement le climat qui régnait chez les policiers de Marseille après le meurtre d'un de leurs collègues à Toulon, tandis que le bruit courait d'une intervention de Charles Pasqua auprès du ministre de la Justice...

On sait que, très vite, une nouvelle information fut ouverte par le parquet, qui a abouti à l'inculpation et à l'incarcération du policier. Cette lamentable affaire confirme le dilettantisme de M. Chalandon, qui, en peu de jours, a réussi à se mettre à dos une grande partie de l'opinion marseillaise, la magistrature et la police. Des explications données par son cabinet, il ressort que certaines décisions dépendent de l'état d'esprit des groupes de pression, et qu'on s'efforce de placer la police, qui n'en demande pas tant, au-dessus des lois.

C'est avec impatience qu'on attend le départ de M. Chalandon, après l'élection présidentielle.

Sylvie FERNOY

Mères d'Alger

L'affaire Salim

Depuis trois ans des mères luttent pour revoir leurs enfants enlevés par leurs ex-conjoints algériens. Et si tous les acquis de ce combat allaient sombrer ?

Nous avons évoqué ici l'action imaginative et persévérante du « Collectif des mères d'Alger » qui ont réussi à porter leur drame à la connaissance du public (1). Ce collectif a pu, dans l'attente d'un accord sur les droits de visite entre les deux pays, imposer le respect d'un « pacte » - défini hors cadre légal - par lequel les mères s'engageaient à rendre leurs enfants à la fin de chaque visite transfrontière afin de ne pas compromettre la bonne volonté humanitaire manifestée en France comme en Algérie par de nombreuses instances morales et gouvernementales.

Cette audace, si nécessaire au soulagement des souffrances de la séparation, était à la merci du moindre manquement à la parole donnée. Ce manquement s'est produit, au terme des vacances de Noël dernier: la mère de Salim n'a pas voulu ou pu ramener son fils à l'aéroport. Les médias ont largement rendu compte de cet incident.

Le Collectif, considérant que l'objectif de l'action commune n'est pas de régler un cas individuel au détriment des autres, s'est désolidarisé de cette mère. Il espère qu'elle et son fils se rendront aux raisons du médiateur. Il faut savoir que chacune des autres mères auraient eu les mêmes motifs de ne pas rendre ses enfants, et qu'en particulier, plusieurs adolescents de l'âge de Salim avaient

expressément désiré demeurer en France.

Il est clair maintenant que la fragile construction du droit de visite - solution d'attente en l'absence de cadre conventionnel - vient de voler en éclat, et que si les Etats ne se décident pas à signer une convention, il ne restera plus rien de l'action des Mères d'Alger, malgré la solidarité de l'énorme majorité des mères, de l'opinion, et le courage du médiateur.

Il faut enfin que les Etats comprennent qu'un consensus moral ne saurait remplacer une convention, et qu'en l'absence de convention, c'est le règne de l'injustice, c'est-à-dire du plus fort ou du moins solidaire.

Le groupe d'études parlementaire « Français à l'étranger », à la demande du Collectif, s'est réuni le 13 janvier à ce sujet. Les députés présents, tous groupes confondus (hors le Front National) se sont engagés à intervenir auprès du Président de la République et du Premier Ministre pour que soit enfin signée la convention judiciaire franco-algérienne.

Pour souligner symboliquement l'importance qu'elles attachent à cet accord, les mères ont désigné une des leurs pour porter solennellement début mars le texte de la convention à Matignon et à Alger.

Si rien n'était fait d'ici-là, ce serait une feuille blanche qui serait portée à Alger.

L.G.

(1) « Royaliste n°441 et 466.

Avez-vous

déjà interrogé

notre service minitel ? 36.15 et AGIR *NAR

L'inevitable implosion

Les conditions objectives d'une implosion économique et sociale des départements d'outre-mer seront réunies dès 1992. Le gouvernement français aura pourtant été prévenu de la manière la plus officielle.

Le 31 décembre dernier, le Conseil économique et social publiait un excellent dossier sur la situation économique et les conditions de développement des D.O.M. Le 8 mai 1974, dans ces colonnes, j'analysais un rapport de ce même Conseil, sur le même sujet. Cet article pourrait être repris aujourd'hui sans grand changement, tant on observe à travers un appareil statistique très développé, que si les principaux indices ont heureusement évolué, les grands écarts caractéristiques observés depuis des décennies par rapport à la métropole, n'ont pas été comblés.

Cette situation qui ne satisfait pas le principe d'égalité mérite cependant d'être nuancé; les DOM sont de véritables îlots de prospérité au sein d'immenses régions sous-développées comme en témoignent ces quelques chiffres:

P.N.B. MOYENS ANNUELS PER CAPITA (1982)			
Martinique	4670 F	Haïti	300 F
		Dominique	620 F
Réunion	4000 F	Madagascar	320 F
		Tanzanie	270 F

Ce serait cependant se satisfaire à bon compte si l'on s'en tenait à ces chiffres, si éloquentes soient-ils. Le progrès économique et social des DOM ne doit se concevoir que dans la recherche d'une harmonisation avec celui de la métropole, en tenant compte des spécificités locales et non dans l'acceptation fataliste - ou intéressée - d'un décalage permanent des niveaux de vie, même si les écarts sont stabilisés.

Or ces écarts risquent de se creuser profondément et très prochainement, cette prospérité relative risque d'être mise en cause de façon radicale dès qu'entrera dans les faits l'Acte unique européen de 1992, dont l'application va produire un double effet pervers dans l'économie des DOM.

D'une part la libre circulation des marchandises et des biens anéantira le fragile et peu important tissu productif local actuellement orienté, tant bien que mal, vers la satisfaction des besoins locaux. Ce secteur sera balayé par les importations en provenance des pays agro-industriels européens. D'autre part le mécanisme de la libre pratique permettra l'entrée sur le territoire métropolitain des produits tropicaux traditionnels, achetés par d'autres pays de la CEE aux pays ACP, à coût 8 à 10 fois moindres que ceux des DOM.

Il faut en effet se rappeler que certains pays indépendants d'Afrique, Caraïbe, Pacifique (ACP), jadis liés aux pays de la CEE, ont signé avec cette dernière la convention de Lomé qui a pour effet de leur concéder une préférence généralisée en exonération des droits dans les pays de la CEE pour la quasi totalité de leur production et ceci sans contrepartie.

Or la plupart des pays ACP se situent dans l'environnement des DOM. Ceux-ci, partie in-



■ Les bâtiments du Conseil régional à Fort-de-France.

tégrante de la CEE, sont donc tenus de laisser entrer librement, sur leurs territoires, les produits ACP, alors même que ces mêmes DOM sont soumis de leur part à des restrictions de type contingentaire ou douanier pour leurs propres produits. Il n'y a pas réciprocité de traitement. Par ailleurs, compte tenu des coûts de productions, toute compétition entre pays ACP et DOM est illusoire.

Il en résulte que si aucune clause de sauvegarde n'est instituée au profit des DOM, les experts prévoient pour l'an 2000 - c'est si proche - une situation politique, sociale et économique catastrophique. A cette date par exemple, la Réunion pourrait recenser 170.000 chômeurs, soit un chiffre supérieur aux actifs. Toutes les allocations n'y pourront rien, toute comparaison avec l'environnement régional sera illusoire. C'est la porte ouverte à l'explosion sociale et à ses conséquences politiques.

Il convient donc de créer un cadre approprié, pour permettre aux DOM de se structurer pour affronter la compétition internationale. Cela implique une politique volontariste et la mise en œuvre de certaines mesures protectionnistes limitées dans le temps. La majorité du CES a admis le bien-fondé de telles mesures, à l'exception de la CGT - c'est une manie chez ces gens là - et du groupe des «entreprises privées» autrement dit des libéraux qui ont motivé leur refus par leur conception de la «liberté», illustration, une fois encore de l'image classique de la Liberté du renard et des poules dans le poulailler.

Cette «liberté», la voici telle que la décrit le rapporteur du CES. Les freins subjectifs au développement des DOM tiennent «aux réticences des importateurs qui s'opposent avec des moyens puissants à l'émergence d'une véritable production locale». Et ceci en-

Déclin

L'Amérique des 7 nains

core: « Les DOM sont considérés comme des marchés d'écoulement à des prix de liquidation, hors cours, des fins de catalogue ou des fins de séries... » Et voilà comment l'on fabrique des indépendantistes !

Le groupe « Entreprises privées » qui, à défaut de cœur, sait bien compter, a compris que 1992 ne mettra pas un terme, bien au contraire, aux transferts publics dont la majeure partie leur reviendra par le biais des importations obligées. Les pays ACP n'en seront pas plus riches, les DOM resteront des régions assistées jusqu'à l'inévitable explosion.

On peut encore éviter le drame; il suffirait que les prochains gouvernements, quels qu'ils soient, tirent les leçons de l'impeccable travail réalisé par le Conseil économique et social et acceptent de mettre en œuvre, au moins en partie, les judicieuses recommandations exprimées dans son rapport.

Michel FONTAURELLE

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Il est intéressant de savoir que le « Groupe des entreprises privées » qui s'est vivement opposé, avec la C.G.T., aux conclusions du rapport du C.E.S. est composé des représentants des organismes suivants:

- Assemblée permanente des Chambres de commerce et d'industrie
- Centre des Jeunes dirigeants d'entreprise
- Confédération générale des petites et moyennes entreprises
- Conseil national du patronat français.

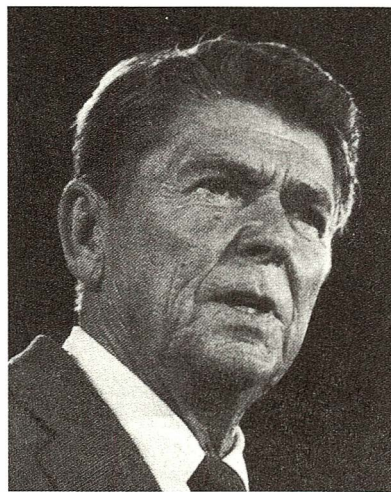
Quand à Bertrand Renouvin il a, bien entendu, voté en faveur de ce rapport.

Le fait qu'aucun des successeurs possibles de Reagan ne semble avoir la personnalité suffisante pour présider véritablement, provoque outre-atlantique un débat passionnant sur le déclin inéluctable de l'Empire américain.

Qu'y a-t-il de commun entre un éleveur de porcs de l'Iowa et Philippe IV d'Espagne ? Un candidat aux présidentielles de novembre 1988. La campagne, qui sera principalement télévisée, commence dans un petit Etat agricole, l'Iowa, où l'important est le contact humain direct et, comme F. Mitterrand doit s'en souvenir depuis son séjour dans le Middle-West, l'art de savoir tenir un porcelet dans ses bras... Pendant ce temps, un professeur de Yale, Paul Kennedy, né en Angleterre, publie le livre que l'intelligentzia de la côte Est et la grande presse considèrent comme le bréviaire du futur président: **Grandeur et décadence des super-puissances: mutations économiques et conflits militaires de 1500 à l'an 2000.**

Comment réconcilier les deux ? Le président des Etats-Unis élu jusqu'à 1992 doit-il être un visionnaire ou un gestionnaire, proposer de nouvelles frontières ou conduire à vue ?

Selon certains, le Krach sera son lot. Selon d'autres, l'Amérique est arrivée au seuil de son déclin historique, comme hier l'empire britannique et avant-hier celui de Charles-Quint. Que ce soit sur le court ou le moyen terme, il n'est au pouvoir de personne d'aller à l'encontre de ces grands courants. Qui osera prendre le problème à bras le corps ? Les candidats, les « sept nains » du côté démocrate et quelques autres, côté républicain, sont plus ternes les uns que les autres. C'est un signe, mais pas forcément très inquiétant.



■ Après Reagan ?

Car personne ne se fait plus d'illusions: il ne dépend pas du politique qu'il y ait ou non déclin de l'empire américain. Ce qui dépend en revanche d'un président est de faire en sorte que ce déclin soit assumé, se passe en douceur. Certains Américains citent alors en exemple la transition vécue par l'empire britannique entre 1910 et 1960. Dans ce sens de la douceur, on a noté la différence entre le krach de 1987 et celui de 1929. On attendrait des dirigeants de Washington que la crise continue d'être gérée aussi subtilement. Même chose pour le retrait américain des futurs champs de bataille éventuels, analogue à la politique anglaise « à l'est de Suez » achevée vers 1970...

Mais pour les tenants de ces comparaisons il y a quand même des raisons d'inquiétude d'ordres économique et constitutionnel. L'Angleterre du dix-neuvième à son apogée avait une politique budgétaire, mo-

nétaire et financière dont l'orthodoxie était à l'opposé de l'irrationnalité américaine actuelle. Les Anglais ont su restructurer leur économie, contrôler leurs difficultés sociales, équilibrer leur balance des paiements. Le fondateur de l'empire des Indes, Disraéli, était aussi l'auteur de *L'Histoire de deux nations*, conservateur intelligent, conscient des écarts de classe, qui a su démocratiser la monarchie. Il n'y aurait donc rien à redire d'un président américain qui placerait la restructuration de l'économie américaine au premier plan de ses objectifs. Un esprit pratique sera plus utile qu'un idéologue. Le véritable visionnaire doit d'abord réussir en Iowa !

Paul Kennedy souligne une seconde infériorité des Etats-Unis par rapport à l'empire britannique: le système de gouvernement de cabinet était moins sensible aux influences des lobbies. La retraite exige d'être plus ordonnée que l'expansion. Savoir négocier les tournants inéluctables serait impossible dans un système hyper-décentralisé où les contre-pouvoirs équilibrent voire surpassent le gouvernement. Le succès relatif de l'Angleterre est dû à sa diplomatie plus qu'à ses armes. Le maniement de la première au profit d'un monde multipolaire commande un haut degré de maîtrise de soi. L'Amérique en est-elle capable ?

Même géré subtilement, le déclin américain devrait aussi provoquer l'inquiétude des intellectuels et des politiques européens. Confrontés au retrait de la puissance américaine les pays d'Europe sont-ils prêts à assumer leur propre mutation ? Celle-ci sera pourtant nécessaire pour combler le vide laissé.

Yves LA MARCK

Echographie

d'ur

Le principe politique de l'élection présidentielle peut paraître simple, dans la mesure où on le voit découler d'un article explicite de la Constitution. La récente polémique de la cohabitation montre qu'il n'en est rien. Comme tout principe de droit, il dépend pour son interprétation de circonstances historiques qui constituent en somme sa « jurisprudence ». Ce sont, d'une part, les différences, voire les contradictions, avec la constitution précédente, d'autre part, son esprit dans l'intention de ses auteurs et particulièrement de celui qui le voulut tel, et le mit en pratique lui-même à deux reprises.

Ceux qui se souviennent de l'élection du Président de la IV^e République par les Chambres réunies en Congrès à Versailles mesurent la différence introduite par le scrutin au suffrage universel direct. Elle fut ressentie par beaucoup, à l'époque, comme une démarche aventureuse: ce recours au peuple « par dessus la tête » de ses représentants (qu'il s'agisse de faire ou de défaire un roi !) n'a jamais eu bonne presse auprès des assemblées républicaines. On y perçut des relents de plébiscite impérial, des risques boulangistes. Alors que le cérémonial « conclave » de la cooptation en chambre close qui permettait, au terme de subtiles compromis, de hisser sur le pavois honorifique un confrère aussi anonyme que possible, reflétait la hantise - que n'avait cessé d'entretenir la « femmeseans-tête » républicaine - de voir ressurgir dans une « irrésistible ascension » un de ces « dictateur ou roi » que la Droite nationale ne cessait d'invoquer. Même attentif aux signes des temps, il faut bien que de Gaulle ait eu du génie pour rompre avec ce réflexe paralysant en démontrant lui-

même que le suffrage universel direct pouvait élire un homme pour cette raison-même qu'il se portait garant, et des institutions, et de l'unité nationale.

Nul ne peut plus douter aujourd'hui, après que la magistrature est passée intacte de l'un à l'autre de ses trois successeurs, que la restauration de cette confiance en l'homme ait quasiment exorcisé chez nous le fantôme obsédant des dictatures. Et l'analyse que les royalistes politiques ont développée maintes fois ici à ce sujet, l'adhésion du Prince à cette mutation dont il fut lui-même coauteur et témoin, enfin l'état actuel de la réflexion autour de ce qu'on nomme sans fard « monarchie élective », tout proclame que cette révolution institutionnelle a joué un rôle pédagogique majeur. Elle a réconcilié la France avec une autorité incarnée sur la foi d'un contrat de fidélité réciproque.

Le Président sortant en porte témoignage à son tour: lui qui fut opposant convaincu, on le vit au soir de son élection de 81, « mesurant le poids de l'histoire », s'incliner sous la charge et ne pas discréditer l'héritage.

UN ROI TOUS LES SEPT ANS

Cette adhésion à l'homme par-delà ses engagements partisans a des aspects charismatiques que l'on a souvent relevés chez de Gaulle, et si souvent vu mimés, ou mérités, par ses successeurs: le candidat se présente. Même s'il a dû pour cela s'appuyer sur un parti comme les autres, c'était en étranger, déjà, et en ingrat: il a dû méditer en silence la réponse de Louis XII « *qu'il ne serait pas décent à un roi de France de venger les injures faites au duc d'Orléans* »...



Mais l'adhésion a en même temps un aspect politique: il se présente avec son idéal, ses convictions, voire - quoique périlleusement - avec son programme.

Et pourtant, son message d'avènement, quand il s'inscrit dans la longue perspective des sept ans symboliques de sa « petite vie » au service de la nation, est par nature différent de celui que les formations partisans, même les plus proches de lui, s'efforcent de développer devant les électeurs. Ceux-ci attendent des partis qu'ils les représentent dans leurs aspirations quotidiennes, partiales, et à court terme. « Tout, tout de suite, et pour moi ! », serait la maxime de la délégation qu'ils leur consentent. Du futur président, ils espèrent le long terme et une figuration, une vision de l'histoire nationale et au-delà dans sa cohérence: il sera le gardien du sens, voire de l'éthique qui donne autorité et légitimité historique au vécu.

Qu'on le formule ou pas, c'est à l'élaboration de ce sens que doit contribuer la campagne présidentielle. A travers les petites choses du marketing électoral et les apparences dérisoires de la confrontation, il n'est pas dit que finalement l'électeur

Quelques semaines avant que la conjoncture électorale, avec ses polémiques et ses passions, ne vienne oblitérer le champ de la réflexion, il est bon de s'interroger sur la signification de l'élection présidentielle, non seulement en tant que procédure politique, mais aussi comme nouveau rituel d'expression sociale dans la vie de la France d'aujourd'hui...

e élection



n'attribue pas la palme convoitée à celui dont le verbe, brisant les faux-semblants de la démagogie, présente le plus justement le *fatum* national, son destin.

LE CHOIX DANS LA NUIT

Quoi qu'il en soit du choix, et des paradoxes du désir - la campagne est le moment critique au sens propre, la crise ritualisée où la conscience collective se remet en jeu, vulnérable et espérante, dans un pari dont l'issue - même conjurée par toute une industrie de pronostic qui tient de l'oracle - est radicalement incertaine. On dirait que, pour la conquête de ce trône héroïque, la dramaturgie des affrontements - culminant en face-à-face solennel - s'apparente à celui des tournois d'antan avec, pour cata-strophe, l'ordalie ou jugement de Dieu qui tout conclut.

A vrai dire, l'ethnographe pourrait faire ici d'utiles rapprochements avec bien d'autres rites immémoriaux qui permettraient d'apercevoir, non plus les fonctions explicites et

voulues de l'élection présidentielle, mais toutes celles qui, latentes et inavouées dans l'imaginaire social, s'y sont, au grand dam des partis et des politologues, frayé un chemin d'expression.

On se plaint volontiers de ce que, pendant la période de la campagne (à plus forte raison si le Premier ministre et le Président sont tous deux candidats), le pays est à peine gouverné et comme en sommeil. Ce trait, de vacance symbolique du pouvoir, que la coutume royale mit des siècles à réduire, en cas de succession, au fameux «le roi est mort, vive le roi !», est perçu par la conscience collective comme une sorte de *NUIT GÉNÉSIQUE* analogue à ces interludes carnavalesques qui préludent aux temps de transition et de rénovation.

A partir de l'instant où surgissent des candidats, la Présidence est virtuellement déclarée vacante, donc susceptible d'être prise par chacun et n'importe qui. Le péril n'est pas illusoire: grâce ou malédiction peuvent sortir des urnes. On songe à l'hymne néo-testamentaire du *Magnificat* où l'on voit le Très-Haut «déposer les puissants de leur trône, et élever les humbles». La démocratie prend cette mystique à la lettre. C'est un temps eschatologique. Comme au terme du jubilé hébraïque où les dettes sont remises (ici les contraventions !), les crimes pardonnés (ici amnistiés), et les troupeaux redistribués...

LA FÊTE DES FOUS

Cette comparaison est moins lointaine qu'il n'y paraît quand on considère les fonctions annexes de la campagne présidentielle, c'est-à-dire celles

qui ne servent pas directement à l'élection mais à la révélation de mille-et-un actes de candidature, minoritaires ou marginaux qui, un instant annoncés par les médias, viennent soudain planter au cœur du débat d'autres aspects de la réalité.

Ainsi tout d'abord des formations politiques qui, soit situées aux frontières de l'échiquier (trotskistes, etc.), soit d'importance centrale mais encore éludées par la représentation collective, comme les royalistes, saisissent l'occasion de rendre leur message public en tant qu'alternative ou finalisation de l'ordre existant.

Quoique cette fonction entre légitimement dans le champ du politique, les variantes qu'elle propose désarçonnent à ce point les partis dominants qu'ils tendent à verrouiller de plus en plus la sélection pour les exclure. La cooptation sécurisante vient modérer l'angoisse que la mystique démocratique a fait naître.

Mais voici que, plus nombreux encore et plus éphémères, surgissent des candidats d'un jour au nom de telle ou telle cause sociale ou humanitaire (les handicapés, le tiers-monde, l'écologie...) ou d'un lobby mécontent (les bouilleurs de cru...) qui entendent promouvoir par là l'image de leur combat.

Enfin - et ce serait le cas illustré en 1981 par le fantaisiste Coluche - la candidature peut être, au bord du canular, une caricature clownesque tendue comme un miroir à toute une société qui se donne en spectacle, et retrouve ainsi la haute tradition du roi de Carnaval et des burlesques des corporations médiévales. Or le fou est plus que jamais à sa place aux côtés ou à l'envers du roi-président. Sa marotte blasonne tout ce que nous avons dit plus haut sur l'éclipse du principe d'autorité, sa mue tragi-comique, d'où il doit renaître renové et légitimé. On voit que la procédure électorale présidentielle assouvit ainsi deux fonctions distinctes.

D'une part, le renouvellement du contrat avec l'homme de tête, sacré chef légitime - archétype constant de notre tradition monarchique que l'histoire nous fait peu à peu redécouvrir.

Pour ce qui est du choix, et de la liberté précieuse qu'il suppose, les apparences ne peuvent faire illusion: trop d'aléas (puissance des partis, méconnaissance des hommes, foucades de l'esprit public et distorsions médiatiques) viennent mater le tranchant du libre-arbitre citoyen. Mais pour ce qui est de la nécessité d'élire, de rendre au trône son occupant, de rallumer au ciel social le soleil absenté, l'adhésion est unanime. Si bien que, quelle que soit la procédure électorale - relative et réformable - ce qui est essentiel, c'est que l'acclamation universelle ait lieu, que la «nuit» s'achève.

Mais, d'autre part, que la campagne présidentielle ait été, plus qu'aucune autre, envahie par des vagues d'imaginaire social et politique au point de devenir la tribune éphémère du non-dit, dénonce une carence de notre système représentatif: au lieu d'accueillir et traduire les désirs, il les réprime ou les décréte.

Ce constat n'est pas vain. Il dessine la courbe d'une évolution sans laquelle nos institutions actuelles tomberont à leur tour en décadence.

PERMANENCE ROYALE ET RUPTURE DEMOCRATIQUE

L'élection suprême devra se resserrer toujours plus sur l'essentiel: le renouvellement, à travers une personne que seule sa dignité de *gardien du principe* désigne à cette fonction, du pacte que la nation contracte avec l'Histoire.

Cependant que les mille doléances refoulées qui prennent aujourd'hui prétexte de l'événement pour briser le conditionnement où on les tient devront trouver un chemin d'expression, et s'imposer aux gouvernants, comme données immédiates de la réalité politique.

La représentation populaire est sommée à court terme de s'auto-réformer. Sous peine de discrédit de la fonction démocratique.

Luc de GOUSTINE

Dialogue

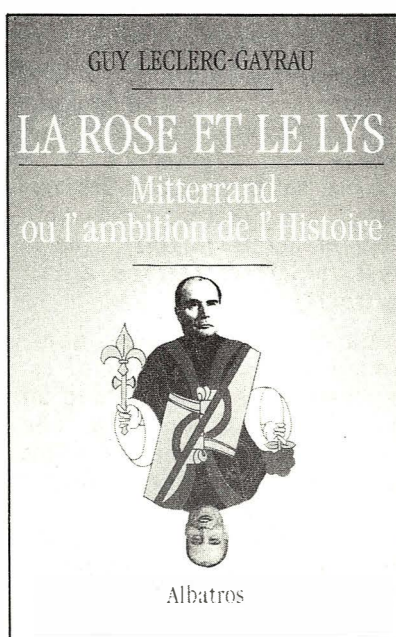
Langue

La rose et le lys

Au-delà des pamphlets et des apologies, une analyse lucide du septennat qui s'achève, inspirée par des analyses qui nous sont familières.

Guy Leclerc-Gayrau est un gaulliste de la meilleure tradition: celle qui ne dilapide pas l'héritage du Général dans les manœuvres subalternes, où se trouvent d'abord défendus et servis les intérêts d'un parti et de ceux qui le soutiennent. Du gaullisme, l'auteur de *La Rose et le Lys* (1) a retenu l'essentiel: le souci des institutions politiques, dans leur relation avec la mémoire et le destin de la France. C'est dans cet esprit, assurément fidèle au fondateur de la 5^{ème} République, qu'il examine les événements et les hommes politiques, sans attacher plus d'importance qu'elles n'en ont aux étiquettes partisans.

D'où l'intérêt que présente ce livre placé sous le double signe de la rose et du lys. On aurait tort d'y voir une provocation, ou l'annonce d'une antinomie facile et gratuite. C'est bien d'un essai qu'il s'agit, et d'autant plus stimulant qu'il est le fait d'un témoin extérieur au socialisme, qui demeure étranger à ce qu'il est convenu d'appeler la ton-tonmania. Le rappel des faits marquants du septennat, et de ses retournements majeurs, ne ressemble en rien à une épopée, mais les adversaires du président de la République seront tout aussi agacés que les gourous de la rue de Solferino. Selon une analyse proche de la nôtre, Guy Leclerc-Gayrau montre que François Mitterrand a su inscrire sa pensée et son action politiques dans l'histoire millénaire de la France, et «*reprendre à son compte cette synthèse, voulue par le général de Gaulle, des trois grands principes auxquels les Français ne sauraient renoncer sans se*



déchirer: la monarchie, la République et la démocratie».

La démonstration est solidement menée, mais n'est pas pleinement satisfaisante dans la mesure où elle va à la fois trop loin et pas assez. Trop loin: la synthèse mise en valeur n'est pas faite, mais seulement esquissée, et il suffirait d'une mauvaise conjoncture électorale pour la détruire. Pas assez: Guy Leclerc-Gayrau se satisfait de cette monarchie élective, et plaide pour la continuité mitterrandienne. Nous souhaitons quant à nous une légitimité plus solidement fondée. Guy Leclerc-Gayrau le sait bien, puisque son livre peut aussi se lire comme un dialogue avec les royalistes...

Yves LANDEVENNEC

(1) Guy Leclerc-Gayrau, *La rose et le lys*, éditions Albatros, prix franco: 100 F.

Do you speak french ?

L'invasion de la langue française par des mots étrangers constitue-t-elle une menace pour notre identité culturelle ?

Dans ce débat passionné, Cl. Hagège veut parler en technicien de la langue. Il ne nie pas l'invasion étrangère, mais la relativise: la pénétration de l'anglais commence au XVIII^e siècle. Elle passe souvent inaperçue tant son assimilation l'a rendue homogène. Comment d'ailleurs discerner la part de l'emprunt dans certaines imitations syntaxiques, surtout quand celles-ci ne font que réactiver de vieilles formations oubliées en français, comme les mots-blocs: vidéo-cassette ?

Selon Hagège, les craintes exprimées par les plus puristes des « amateurs de langue », souvent issus de la moyenne bourgeoisie, viennent d'un manque de confiance dans leur éducation. Les efforts exigés de l'enfant, pour faire entrer sa langue parlée dans une norme écrite, bloqueraient sa créativité et donc sa confiance en lui. Alors l'enfant se réfugierait dans une langue « publicitaire », plus souple. (Qu'il nous soit permis à nous de croire que la liberté d'expression des élèves a aussi un effet terrorisant et inhibiteur). Cette moyenne bourgeoisie serait, par ailleurs, des plus sensibles à la fois aux phénomènes de mode - et l'anglomanie est une mode dont Proust se moquait déjà - et à l'utilité de l'anglais dans le commerce. La moyenne bourgeoisie ayant vocation à imposer ses comportements au reste de la population, la situation est-elle désespérée ?

Non, car une langue n'est en péril que lorsque les emprunts n'apportent pas de sens nouveau par rapport à leurs équivalents

autochtones, et quand, avec les mots, ce sont les modes et les cultures étrangères qui s'imposent. Or le français a une force de spécialisation qui fait le plus souvent des emprunts de véritables appropriations. Mais cette dernière constatation ne doit pas nous empêcher de rejeter la masse d'anglicismes assenée par les publicitaires pour qui la langue n'est plus qu'un outil de vente: l'attache-case flatte plus l'orgueil que la mallette...

Abordant l'enjeu politique du débat, l'auteur s'oppose à la langue conçue comme objet de culte, à toute association de l'intégrité de la langue à l'intégrité du territoire. Derrière la dénonciation du « sous-culturel américain » se cache un nationalisme qui ressent une diminution de puissance économique et politique et réagit agressivement en survalorisant sa culture. L'américain devient la langue du Coca, du Dollar, du Digest, opposée à la langue qui a produit les meilleurs écrivains.

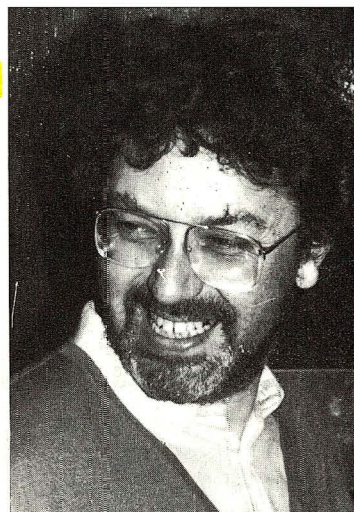
Cl. Hagège passe au crible, l'activité de nombreux organismes liés à la francophonie et les actions gouvernementales, et explique les raisons de leurs fortunes diverses. Sans nier la nécessité de telle ou telle action il prêche la tolérance, non pour une raison éthique seulement, mais pour une raison de viabilité tant il est vrai que l'enfermement et l'excommunication conduiraient sûrement le français vers un problème de survie.

Sylvie GONZALEZ

Claude Hagège *Le français et les siècles*, Ed. Odile-Jacob, prix franco: 105 F.

Les 100 ans de Bernanos

Gérard Leclerc



Pourquoi faut-il qu'avant même de prendre la plume pour parler une fois de plus d'un homme et d'un écrivain que j'aime à un point que je ne saurais dire, je ne puisse me défendre d'une immense mélancolie ? Sans doute parce que quiconque est entré un jour dans l'univers de son âme, n'a pu échapper à la grande tristesse qui recouvre le monde. Certes, Bernanos peut rebuter, il peut même effrayer ceux qui ne supportent pas cette tension intérieure, cette angoisse où des cliniciens perçoivent naïvement de la névrose. Mais cette épreuve qui fut sa vie, il lui appartenait d'en faire le livre d'une prodigieuse quête de la joie et de l'enfance spirituelle, retrouvant ainsi la voie des grands mystiques.

Comment réagirait-il au monde d'aujourd'hui ? Je ne me pose pas cette question sans quelque terreur. Imaginer Bernanos dans une société d'individualisme narcissique, attentive à son « look », dominée par les contagions de la mode, cela dépasse presque l'entendement ! Lui qui ne marchait que dans l'absolu. Où voudriez-vous donc que je marche ? éruçait son maître Léon Bloy - n'aurait pu supporter notre univers d'images fabriquées. On songe à son immense ironie et à son dégoût. Nous nous faisons récemment les mêmes réflexions autour de Jean Bataille à propos de Péguy, de son horreur du moderne, de sa dénonciation de valeurs qui ne fonctionnent plus que sur un mode fiduciaire. Il faut se faire une raison : la société d'aujourd'hui, de quelque nom qu'on l'affuble (postmoderne, de communication...), n'a rien de péguyste ou de bernanosien. Elle est celle où « on ne croit pas ce que l'on croit » (Péguy), ce qui aux yeux des deux hommes était rédhitoire.

Pourquoi donc alors assiste-t-on à une sorte de frémissement, d'interrogation étonnée lorsqu'un cinéaste ou un metteur en scène à l'idée d'adapter Le dialogue des carmélites, Le journal d'un curé de campagne, Sous le soleil de Satan ? Je ne jurerai pas que l'adaptation du Piatat soit vraiment fidèle à l'esprit de l'auteur, qu'il n'y ait pas glissement sur une pente fantastique. Qu'importe, son film est le contraire d'un film nul ou négligeable. Cette « nature » de Depardieu y réalise quelque chose d'étonnant, ce qui est bien la preuve d'une grâce bernanosienne. Plus généralement, l'accueil fait à des œuvres en contradiction évidente avec l'esprit d'une époque marque encore plus le vide qui la caractérise mais laisse deviner aussi une disponibilité cachée, un accueil possible à ce qui lui est le plus contraire. Je crois qu'il s'agit de tout autre chose que cette *curiosité sans amour* dont il est question dans L'imposture et qui pourrait s'épanouir sur le terrain d'une mentalité culturelle.

La thèse est sans doute sujette à contradiction et à négation, mais on peut la formuler au moins comme hypothèse : dans une civilisation qui n'a jamais été moins bernanosienne (et moins péguyste), Bernanos (ou Péguy) n'ont jamais été plus fortement actuels. Précisément à cause de l'épreuve de vérité qu'ils imposent à ceux qui ne peuvent les reconnaître pour leurs. L'étrangeté qu'on leur reconnaît n'est pas baroque (au sens dérivé du mot), elle est irrécupérable sur le mode de la légèreté contemporaine dans on ne sait quel cortège carnavalesque. Elle met en accusation, elle interroge comme un autre impossible de soi à quoi on ne peut échapper parce qu'il nous juge.

Si cette hypothèse n'avait pas au moins quelque chose de vrai, ce serait à désespérer. Cette disponibilité, cet accueil possible consonnant avec une voix d'enfance dont Bernanos n'a cessé de

nous imposer l'écho. « N'oubliez plus désormais que ce monde hideux ne se soutient encore que par la douce complicité - toujours combattue, toujours renaissante - des poètes et des enfants ». Cela était écrit pour le journal d'une jeune fille brésilienne, qui recevait encore ce conseil : « Soyez fidèles aux poètes, restez fidèles à l'enfance !... Lorsque vous relirez ces lignes, dans bien des années, donnez un souvenir et une prière au vieil écrivain qui croit de plus en plus à l'impuissance des Puissants, à l'ignorance des Docteurs, à la niaiserie des Machiavels, à l'incurable frivolité des gens sérieux. Tout ce qu'il y a de beau dans l'histoire du monde s'est fait à l'insu de nous par le mystérieux accord de l'humble et ardente patience de l'homme avec la douce Pitié de Dieu ». Cette patience enseigne aussi non point à détester ce monde mais à l'aimer. Ce perpétuel insatisfait ne fut jamais un misanthrope, sa tristesse profonde jamais ne le fit mépriser ou détester la vie : « Bon courage et bonne chance ! Il nous faut tous surmonter la vie. Mais la seule manière de surmonter la vie, c'est de l'aimer. Tous les péchés capitaux ensemble damnent moins d'hommes que l'Avarice et l'Ennui ». Heureuse jeune fille brésilienne partie pour la vie avec un tel viatique !

Mais la vie politique, sur laquelle pèsent tous les soupçons, Bernanos pouvait-il l'aimer ? La réponse est oui, quelles que soient ses accusations et ses déceptions. Jean-Loup et Brigitte Bernanos viennent de publier l'édition enfin complète du livre qui rassemble tous les articles publiés durant le séjour brésilien à l'enseignement du nom qui fut celui de sa maison. Il n'est pas une seule page qui ne témoigne, au fond de la défaite qui est celle de son pays, de sa volonté de résistance. Sa colère ne cesse de battre le défaitisme, et le masochisme de la déroute : « La honte n'est pas dans la déroute militaire, elle est dans la hideuse casuistique de la déroute, dans la justification de la déroute comme dans l'exploitation où le syndicat simoniaque a engagé tout le patrimoine moral français ».

Pourtant, alors que l'ennemi est vaincu, le territoire français libéré et qu'il est revenu parmi les siens, un sentiment d'affreuse tristesse le saisit à nouveau à la gorge. On ne lit pas sans déchirement la lettre qu'il écrit à Gaston Gallimard en décembre 1947 en guise de préface à la première édition du livre. Mais notre peine est habitée par le sentiment invincible d'une humanité renouvelée dont la France pourrait être le cœur et la tête. On peut ne pas apprécier le pessimisme de Bernanos sur la civilisation des machines, mais on échappe difficilement à ce qu'il dit d'une humanité « amputée de sa vie intérieure ».

Un parallèle est possible entre le Heidegger penseur de la technique et le Bernanos de La France contre les robots. Mais ce qui fait déraiser le premier au bord du vertige nihiliste pour épouser (trop longtemps) la cause des diaboliques qu'il croit, dans son aveuglement, capables de régénérer le monde moderne, exhausse au contraire le second qui jamais ne consentit au déshonneur. Ce qui est occasion de chute pour l'un est raison de salut pour celui qui demeure fidèle à sa voix d'enfance, celle que cent ans après il nous offre toujours avec la même force de tendresse.

Gérard LECLERC

Bernanos est né le 20 février 1888
Georges Bernanos *Le chemin de la Croix-des-Ames*, première édition complète, Le Rocher, prix : 295 F.

Malsain

Un crime moral

L'automne dernier, la sortie sur les écrans américains de *Liaison fatale* a provoqué - pour la plus grande joie des producteurs qui ont vu leur film s'amortir en un temps record - de vifs débats dans la presse et le public. A tel point que les personnages, interprétés par Michael Douglas et Glenn Close, sont devenus, dans une Amérique à la recherche de valeurs sûres, la référence incontournable de toutes les personnes tentées par l'adultère.

Un homme marié, père d'une gamine de cinq ans, trompe, le temps d'un week-end, son épouse partie pour aller visiter ce qui sera leur «home sweet home» à la campagne. Il ne s'agit pour lui que d'une passade. Mais la maîtresse délaissée n'a pas l'intention d'être considérée comme une vulgaire «call girl» et le pourchasse. Dès lors, la seule solution qui s'impose au «héros» est de la tuer. Et les spectateurs en mal de respectabilité, passé le premier frisson, d'approuver...

L'idée de départ du scénario, critiquable voire dangereuse, est d'ailleurs en quelque sorte de justifier le crime. Mais il ne suffit pas de prendre les rapports conflictuels au sein d'un couple pour réussir un «thriller». Faute d'aimer son sujet et ses personnages, Adrian Lyne, nous donne une œuvre en vérité malsaine. Car d'une comédie à l'eau de rose qui se termine comme un film d'horreur, il a fait quasiment un appel au meurtre.

Aujourd'hui *Liaison fatale* est présenté au public français et ne soulève qu'indifférence. Ce qui est plutôt bon signe quant à la santé mentale de nos compatriotes. En tout cas cela confirme l'immensité du fossé culturel qui nous sépare des Etats-Unis.

Nicolas PALUMBO

Liaison fatale d'Adrian Lyne, avec Michael Douglas, Anne Archer et Glenn Close.

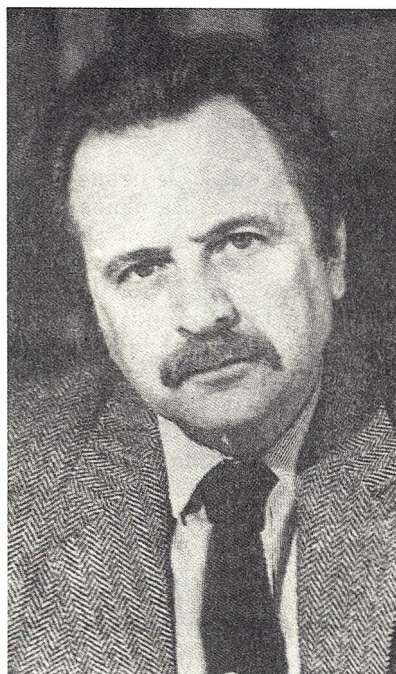
Confession

Cœur et gros

Comment survivre à ses rêves, à la Révolution impossible ? Dans son dernier livre, Régis Debray atteint comme une sagesse..

Malraux, - que Régis Debray me pardonne ce patronage - partageait les hommes en deux catégories: ceux pour qui la mémoire était heureuse, - lui; ceux pour qui elle était malheureuse: Drieu, son ami. Régis Debray (1) est du côté de Drieu. Et d'Aragon. S'il n'y a pas d'amour heureux, il n'y a pas non plus de mémoire heureuse: «*Le pauvre cœur des hommes ne bat pas la mesure*» (p.32). Aux abords de la cinquantaine, plus cruellement qu'à quarante, le bilan est rude: la vie est mensonge pour une âme éprise d'absolu, on n'a jamais que le choix des erreurs, on n'a jamais que le choix des masques. Vivre, c'est choisir ses erreurs; plus tard, écrire c'est les mesurer à l'aune des mots (plus justes que les actes ?). De la «Comédie de Charleroi» à la comédie de Camiri, de la comédie du pouvoir à l'atroce comédie de l'Amour...

Cependant, parfois amer, beau, toujours douloureux, ce livre que la presse a souvent accueilli dans la veulerie, n'est pas désespéré. Si Debray écrit contre Régis et Régis contre Debray, demeure le courage: celui d'écrire contre soi, là où ça fait mal, près, tout près de la corne du taureau. Debray joue «cœur et gros», sans pudeur et sa musique monte, pure et belle, dans le ciel d'une génération. Perdue ? Peut-être. Mais quelle génération, dans sa part la meilleure, échappe à l'échec ? On est tous vaincus, disait déjà Péguy, et Debray: «*J'ai vécu. Lisez: Je me suis avili*» (p.158). Dans le triste décompte d'un homme de 47 ans où passent des amitiés émouvantes (Fidel Castro, le Che, Simone Signoret,



■ Régis Debray

Althusser, Goldman dont il brosse de superbes portraits) et une pudique admiration pour Mitterrand, où passe la prison et l'Elysée, où passe et repasse une «menteuse» qu'il «coûte d'aimer» «quand on n'est pas décidé à aimer ses mensonges», il n'est pas indifférent d'avoir préféré telles erreurs à d'autres:

«*Mon cœur n'a pas battu pour de vilaine causes (...) J'ai pu me tromper mais n'ai couvert aucun crime, justifié aucun holocauste, truqué nul témoignage*» (p. 227).

Comment donc survivre à ses rêves ? A la Révolution impossible ? A la tentation du suicide («*cet égoïsme de la souffrance*») ? Au nihilisme, fût-ce dans sa version douce ? Il y a dans ce livre comme une sagesse qui n'a pas été remarquée et presque des phrases à la Camus: «*Il ne faut pas jeter la politique par-dessus bord mais l'intercaler à sa place entre une nuit d'amour et une page d'écriture*» (p. 228). Masochiste, ce tissu d'aveux entre Rousseau et Leiris ? Délirante, cette confession ? Livre petit-chrétien (comme on dit: petit-bourgeois) ? Allons, il faut savoir lire ! Debray, ce frère lointain, fort et fragile, reste dans les sarcasmes et la dérision, un homme de foi et d'espérance: passés les orages de l'Apocalypse, il reste la petite lumière de l'écriture, le retour sur lui-même d'un homme qui a senti juste avant de penser faux et, sous la souffrance, l'invincible promesse de l'amour, la toujours renouvelée...

Alain FLAMAND

(1) Régis Debray, *Les masques*, Gallimard. Prix franco 95 F.

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR*NAR

Souscription

Aidez-nous pour la promotion de «Royaliste»

«**R**oyaliste» est un bon journal, intéressant et qui a su conquérir un public de lecteurs fidèles. Ce n'est pas nous qui le disons mais c'est ce qui ressort du courrier que, très nombreux, vous nous adressez. «Dommage que vous ne soyez pas plus connu» ajoutent nos lecteurs.

Pendant longtemps nous avons réfléchi à la manière d'assurer une meilleure promotion de «Royaliste». Nous utilisons déjà les moyens traditionnels: abonnements de propagande et d'essai, envois de numéros spécimen. Mais l'expérience montre que c'est insuffisant pour assurer une croissance satisfaisante à notre journal.

Nous avons donc décidé de tenter un test, et d'utiliser pour la première fois une méthode de publicité commerciale par voie d'affichettes dans les kiosques. Ce test aura lieu au mois de mars et concernera Paris ainsi qu'un certain nombre de villes de province.

Une telle expérience est utile et nous permettra de voir l'impact produit sur la diffusion du journal. Mais c'est aussi une expérience coûteuse et nous ne voudrions pas prendre de risques financiers ... C'est pourquoi, une fois de plus nous nous tournons vers nos lecteurs en leur demandant de prendre le risque à notre place ! Une souscription est ouverte dès aujourd'hui pour nous permettre de réunir les 40.000 F nécessaires à l'opération.

Adressez vos dons à l'ordre de «Royaliste» C.C.P. Paris 18 104 06 N, en précisant «pour la souscription». Avec votre aide, nous réussirons !

Yvan AUMONT

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 21 F).

Mercredi 17 Février - Quel est le destin de la société moderne ? Et quel sort réserve-t-elle à la culture ? C'est en étudiant le phénomène de la mode que **Gilles LIPOVETSKY** apporte sa propre réponse. La parution de son livre «L'empire de l'éphémère» a fait grand bruit et soulevé bon nombre de polémiques. L'auteur est-il un nouveau Marcuse ou un esprit frivole pris au piège des apparences étudiées ? Gilles Lipovsky pense qu'il n'y a pas lieu de désespérer de notre société et il a accepté de venir en débattre avec nous.

Mercredi 24 Février - A l'approche de la perspective 1992, et de la signature de l'acte unique qui est présenté comme une étape capitale de la construction européenne, il est utile de «Penser l'Europe» comme nous y invite le titre du dernier livre d'**Edgar MORIN**. Avec lui, nous réfléchissons comment abandonner les discours rhétoriques et les idées fragmentaires et verrons comment l'Europe est une réalité multiple et complexe, unissant les contraires de façon inséparable.

MOSELLE

A Metz, le 26 février, Bertrand Renouvin animera une réunion-débat (à 18 H 30) suivie d'un dîner amical (à 19 H 30). Nos lecteurs et sympathisants de la Moselle et des départements voisins sont invités à retenir cette date et à s'inscrire auprès de notre délégué départemental: M. Denis Cribier, 5 rue Poncet, 57000 Metz (Téléphone 87.75.30.65).

La réunion et le dîner se dérouleront au «Royal Pub», 15 rue du Petit Paris à Metz.

CHER

Bertrand Renouvin sera à Bourges le vendredi 4 mars, pour une réunion-débat (à 20 H) suivie d'un dîner amical. Nos lecteurs et sympathisants du Cher et des départements voisins sont invités à retenir cette date et à venir nombreux.

La réunion aura lieu dans une salle de l'Hôtel des syndicats, rue Michel de Bourges à Bourges. Pour tous renseignements complémentaires se mettre en contact avec notre délégation départementale: N.A.R. - B.P.2044 - 18026 Bourges cedex.

HERAULT

Bertrand Renouvin sera à Montpellier le samedi 12 mars, pour une réunion-débat suivie d'un dîner amical. Nos lecteurs et sympathisants de l'Hérault et des départements voisins sont invités à retenir cette date et se mettre en contact avec le journal pour être tenu au courant des modalités pratiques de cette réunion.

SEINE MARITIME

Bertrand Renouvin sera à Rouen le vendredi 18 mars, pour une réunion-débat suivie d'un dîner amical. Nos lecteurs et sympathisants de la Seine Maritime et des départements voisins sont invités à retenir cette date et se mettre en contact avec notre délégation départementale: N.A.R. - B.P. 586 - 76006 Rouen cedex.

ALPES MARITIMES

Bertrand Renouvin sera à Nice le samedi 26 mars, pour une réunion-débat suivie d'un dîner amical. Nos lecteurs et sympathisants des Alpes maritimes et des départements voisins sont invités à retenir cette date et se mettre en contact avec notre délégation régionale: Royaliste - B.P.2103 - 13024 Marseille cedex 1.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom:

Prénom:

Date de naissance:

Profession:

Adresse:

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

On aurait raison de se révolter



Comme dans la nature, il y a en politique des paysages calmes qui finissent par inquiéter, la France n'est que superficiellement affectée par les rivalités des candidats et les agitations d'état-majors. Nous avons trop souvent déploré la guerre civile froide pour regretter cet état de fait. Mais on aurait tort de se réjouir, sans plus d'examen, du consensus qui règne dans la société, de nos courtois débats d'experts, et de la modestie des propositions qui sont faites à leur instigation.

Chacun le sait depuis plusieurs années déjà. A peine masqué par la couleur des étiquettes et par de pâles disputes dogmatiques, l'accord implicite qui existe dans la classe politique sur les questions économiques et sociales est celui de la résignation. On a beau invoquer le courage, l'ardeur, le refus du déclin, la conviction s'est peu à peu installée qu'il n'y avait rien d'autre à faire que ce que l'on faisait : orthodoxie budgétaire, rigueur salariale, traitement social du chômage agrémenté de réformes de structures qui ne modifient ni les enjeux ni les habitudes. On aurait pu penser que la droite, délivrée du « danger communiste » et du harcèlement syndical, révélerait toute sa capacité gestionnaire. On pouvait imaginer que la gauche, stimulée par la crise, ferait la preuve de son sens de l'innovation. Hélas, rien n'est venu. Rien d'autre qu'un réalisme à courte vue, auquel répond un pragmatisme déconcerté.

SAGESSE

Entre l'importance des enjeux et la faiblesse des projets, le décalage étonne et inquiète. Mais n'y a-t-il pas erreur de perspective ? Il est vrai que nous sommes tombés de haut. Il y a quelques années, s'annonçait un socialisme quasi-religieux, auquel répondit un libéralisme non moins miraculeux.

L'actuelle prudence n'est-elle pas bienheureuse ? Ne correspond-elle pas à une société qui s'est beaucoup assagi et qui connaît la « décris-

pation » naguère préconisée par M. Giscard d'Estaing ? Les causes de cette situation inhabituelle ont été maintes fois soulignées : la crainte du chômage et la crise du syndicalisme découragent les mouvements revendicatifs, la disparition du gauchisme, l'effondrement du Parti communiste, la crise des idéologies révolutionnaires ont privé d'aliments la contestation politique et le socialisme, triomphant en 1981, a fait deux ans plus tard sa reddition. N'oublions pas non plus le processus individualiste, si contraire aux passions collectives et la découverte, tardive dans notre pays, de la douceur démocratique. Des citoyens lucides, des débats concrets, des partis gestionnaires. Comment ne pas se féliciter de cette évolution, paradoxalement accomplie sous un Président issu du Parti socialiste...

Et pourtant, nul ne devrait négliger la violence sociale que les gouvernements de gauche n'ont pas su atténuer, et que le gouvernement de droite tient pour secondaire. Bien sûr, ce scandale permanent n'est pas totalement passé sous silence. Les candidats en lice évoquent, dans leurs discours, la grande pauvreté et le chômage, sans d'ailleurs clairement indiquer quelle politique sera mise en œuvre pour y pallier. Mais on néglige les effets moins visibles, mais non moins violents, des mutations économiques, de la crise des marchés financiers et du discours libéral. Combien de jeunes voués aux emplois précaires ? Combien de salariés privés de tout avenir professionnel ? Combien de petits actionnaires séduits par la propagande gouvernementale et maintenant dépouillés de leurs économies ? Combien de cadres, jeunes et moins jeunes, éliminés par la concurrence sauvage entre les groupes financiers, entre les entreprises et à l'intérieur de celles-ci ? Bonne pour les philosophes du dimanche, la « morale des forts ». Bonne pour les théoriciens de l'économie, l'apologie de la libre concurrence dont ils se sont soigneusement préservés. Point n'est besoin d'être paléo-socialiste ou marxiste attardé pour dénoncer l'injustice

manifeste de notre société, son impitoyable logique de sélection et d'exclusion.

REVOLTES ?

D'où le risque et peut-être la chance, dans les années qui viennent, de révoltes qui seront à la mesure des violences subies, de l'angoisse et du désespoir trop longtemps éprouvés. Vacuité des discours partisans, austérité maintenue, privilèges criants, absence de projets susceptibles de maîtriser et d'orienter les mutations en cours : si rien ne vient apaiser le sentiment de l'intolérable, celui-ci pourrait se manifester par des grèves sauvages, des manifestations de masse, à moins qu'il ne donne naissance à de nouvelles formes d'expression politique. « On a raison de se révolter », proclamaient les gauchistes des années soixante-dix, dans une société où la croissance créait de la prospérité ou la faisait espérer. Il y a aujourd'hui encore plus de raisons de se révolter, malgré les transformations politiques et sociales évoquées plus haut. Quand ? Comment ? Comme toujours, comme à l'automne 1986 et au début de 1987, les mouvements de révolte seront inattendus, leurs motifs pourront paraître superficiels, mais les explosions seront d'autant plus fortes qu'elles auront été retardées.

Après le mois de mai, le Président de la République et le nouveau gouvernement ne pourront pas, sans risques majeurs, se contenter de gérer la crise économique et sociale. Et les partis politiques auront tout intérêt à faire passer au second plan leurs intérêts à court terme. Si « Marx est mort », le radicalisme politique, qui n'a évidemment rien à voir avec la défunte politique radicale, a encore de beaux jours devant lui. Homme installé ou nouveau venu, celui qui saura exprimer l'exigence de justice modifiera profondément les règles du jeu.

Bertrand RENOUVIN